

# La Smart City : un nouveau mythe rationnel ?

Si, historiquement, de nombreux territoires étaient ancrés industriellement, la transition climatique et les phénomènes de désindustrialisation, ont, entre autres, contraints les zones urbaines à faire face à une augmentation des préoccupations en matière de développement soutenable.



OLIVIER COUSSI,  
SPÉCIALISTE EN  
MANAGEMENT  
TERRITORIAL

Dans une logique de « territoire intelligent », les collectivités locales doivent désormais être en mesure d'anticiper des changements très variés en menant un travail de collecte et d'analyse de l'information dans un objectif d'amélioration de la prise de décision. Cette déclinaison sous la forme de *Smart City* (ou ville intelligente) est ainsi à l'actualité des politiques publiques de la ville, au point que l'on assiste à une véritable reconfiguration des espaces et de l'urbanisme autour de ces projets qui se déploient sur le territoire français, formant ainsi de nouveaux écosystèmes plus ou moins collaboratifs.

« L'on assiste à une véritable reconfiguration des espaces et de l'urbanisme autour de ces projets qui se déploient sur le territoire français. »

Loin de présenter un modèle uniforme, les nombreux projets de *Smart City* recensés en France (on parle de 27 projets) se fondent principalement sur le déploiement d'expériences reposant sur une large palette de l'action publique : citoyenneté, environnement, aménagement du territoire, mobilité, administration, développement économique, espace public, sécurité, patrimoine, gestion des déchets, énergie, éclairage et tourisme.

## TERRITOIRE INTELLIGENTE, INTELLIGENCE TERRITORIALE ET SMART CITY : DE QUOI PARLE-T-ON ?

À l'échelle de la ville et idéalement, un dispositif d'intelligence territoriale qui conduirait à l'émergence d'un territoire intelligent pourrait alors se construire sous la forme d'une *Smart City* considérée comme un moyen pour les parties prenantes territoriales d'acquiescer, par la maîtrise des technologies de l'information et de manière plus large du numérique, une meilleure connaissance du territoire et de mieux maîtriser son développement en respectant les principes de la gouvernance démocratique (participation, approche intégrée et partenariat).

Par ailleurs, par leurs différentes propositions conceptuelles, ces projets invitent à repenser la gouvernance urbaine dans un contexte où la donnée, souvent produite par des acteurs privés, constitue le « carburant » principal de cette nouvelle forme de gestion publique et donc de la rationalité supposée qui en découle avec tous les obstacles qui doivent être surmontés (propriété, sécurisation, souveraineté, mutualisation...).

Une définition du « territoire intelligent » semble faire alors consensus : « un territoire intelligent est un territoire dans lequel, à travers différents outils numériques, des services publics et des politiques publiques sont pilotés par la donnée ».

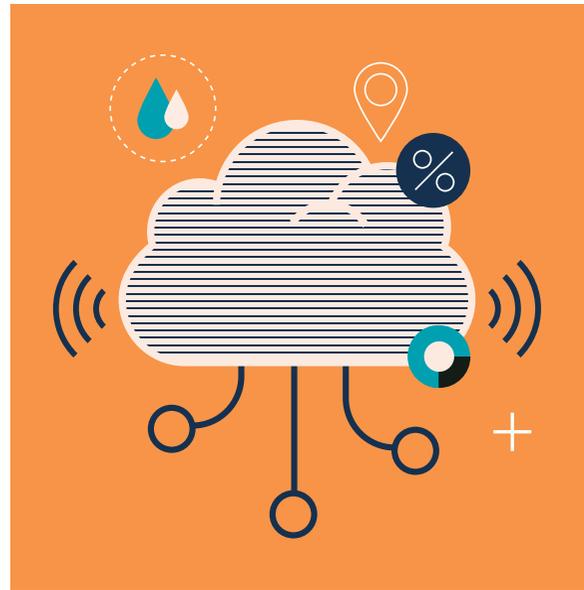
Les projets de *Smart City* ne pourraient-ils pas être alors considérés comme de nouveaux systèmes-experts cherchant à rationaliser les transformations des conditions sociales du fonctionnement des villes et plus particulièrement des processus sociaux de traitement des connaissances ?

**MYTHE, UTOPIE OU RÉALITÉ ?**

Il devient alors nécessaire d'interroger le concept de *Smart City* comme un potentiel nouveau mythe rationnel de la gestion publique et plus particulièrement d'une démarche d'intelligence territoriale ; la prise en compte de l'ensemble de ces points précédents conduisant ainsi à définir une *Smart City* comme « une ville dont les investissements dans le capital humain et social et l'infrastructure de communication classique (transport) et moderne (TIC) favorisent une croissance économique durable et une bonne qualité de vie, avec une gestion sage des ressources naturelles, dans le cadre d'une gouvernance participative ».

La *Smart City* apparaîtrait ainsi comme un concept qui dépasserait les cadres idéologiques. Ce constat est à mettre en perspective avec la forme d'apolitisme qui s'imposerait dans sa représentation systémique, afin de tendre vers une nouvelle forme. Pour autant, il serait erroné de considérer que la *Smart City* soit en dehors de tout cadre idéologique ou politique : des processus administratifs contraignants, une administration à « désiloter », une extension du secteur privé dans la sphère publique par l'incursion d'acteurs privés dans les systèmes organisationnels et techniques des collectivités, l'omniprésence du management entrepreneuriale pour susciter l'innovation, pour certains la volonté de placer la liberté des citoyens au-dessus du cadre politique, ou encore la volonté pour les collectivités de ne jouer qu'un rôle d'animateur dans un environnement autorégulateur.

Tout ceci encourage alors à s'interroger sur la place qu'occupe la *Smart City* comme nouveau mythe rationnel de la gestion publique dans le cadre d'un processus plus large consistant à développer une politique publique locale d'intelligence territoriale.



La théorie néo-institutionnelle permet d'expliquer pourquoi des organisations adoptent pour des raisons institutionnelles et symboliques des pratiques identiques au travers de « mythes » et de « cérémonies » plus ou moins dissociées des activités réelles de ces dernières. L'homogénéisation des organisations au travers d'isomorphismes (coercitif, mimétique et normatif) permet alors une mise en œuvre de structures et de pratiques par des « mythes rationnels » afin de donner une image rationnelle et légitime du management de l'organisation. Dans le cadre de l'action collective, le Mythe Rationnel, comme boîte à outils, permet de décrire les philosophies de l'action employées par les acteurs pour former leurs apprentissages croisés et ainsi résoudre les controverses qui apparaissent naturellement lors des processus.

Basé sur des principes de neutralité et d'efficacité, le mythe rationnel permet ainsi de transformer la rationalité dans une organisation, en mobilisant et stimulant l'imagination propre à un mythe tout en conservant une forme de rationalité scientifique, et ce afin que les acteurs coopèrent vers un but commun en parant une visée utopique des atours d'un objectif logique.

La *Smart City* permet alors de relier un mythe ou une utopie à des critères de rationalité auxquels les organisations publiques s'habituent de plus en plus, facilitant ainsi l'adoption des innovations publiques émergentes dans un projet de territoires intelligents ; le mythe rationnel construit permettant de comprendre l'action collective à l'œuvre par des parties prenantes multiples, souvent hétérogènes et aux intérêts qui ne convergent pas forcément. Ce cadre théorique est un très bon modèle pour expliquer l'innovation organisationnelle comme processus de rationalisation de l'action collective conduite dans le cadre d'un projet de *Smart City* au travers de la stimulation et de la motivation des acteurs à coopérer vers un but commun : une meilleure efficacité/performance/efficacité de la gouvernance de la ville.

**LA SMART CITY : UNE CHIMÈRE ?**

Nous venons d'établir des liens conceptuels entre intelligence territoriale, territoire intelligent et *Smart City* qui, considérée comme outil de gestion de la gouvernance publique des villes, pourrait trouver une réalité rationalisante au filtre de la théorie des mythes rationnels. Si la notion de *Smart City* s'apparente à une chimère, à ce monstre imaginaire de la mythologie grecque qui crachent des flammes, à cette idée sans réel rapport avec la réalité, alors la figure hybride qu'elle produit représente bien le caractère composite que l'on peut y projeter.

Au sein d'un même territoire, d'une même culture, le concept même d'intelligence reste à interroger plus en profondeur, et l'écart de sens entre la *Smart City* et l'intelligence territoriale, que tout unit par le nom, mais qui dans les faits, sont bien distinctes, symboliserait les tentations inavouables et les désirs irréalisables.

En prolongeant l'analogie entre le mythe de la chimère et le mythe rationnel de la *Smart City*, il conviendrait d'attirer l'attention du manager public, aussi bien élu que technicien/administratif, à ce que l'inconscient collectif représentant des désirs inassouvis voire des frustrations ne deviennent pas à terme, par un usage non éthique et par trop invasif de la donnée produite par un « citoyen expert », objet de douleurs dans lequel le management public viendrait se perdre au risque de ne trouver une issue que dans le tarissement de la source.

*« La Smart City  
comme nouveau mythe  
rationnel consiste  
à développer une  
politique publique  
locale d'intelligence  
territoriale. »*

